



PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France

Versailles, le 27 JUIN 2014

Unité territoriale des Yvelines

Référence : UT78/CHU/2014-n° 27874

AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

OBJET : Installations classées – Demande d'autorisation d'exploiter des installations temporaires d'abattage de moutons (rubrique n°2210), pour la fête de l'Aïd-El-Kébir, les 4 et 5 ou 5 et 6 octobre 2014.

PÉTITIONNAIRE : Monsieur Christian DU PLESSIS, LA VARENNE 28330 SAINT BOMER.

COMMUNE(S) : TRAPPES (78190), Abattoir temporaire, Colline de la Revanche Terrain Dalida.

REFERENCES : – Demande d'autorisation d'exploiter en date du 28 mai 2014.

- Date de réception de la contribution de la Direction départementale de la protection des populations des Yvelines, Service de l'environnement, de la santé et de la protection des animaux et des végétaux : 11 juin 2014.
- Date de consultation de la Délégation territoriale des Yvelines de l'Agence Régionale de Santé : 11 juin 2014.
- Date de réception de l'avis de la Délégation territoriale des Yvelines de l'Agence Régionale de Santé : 19 juin 2014.

I. PRÉSENTATION DU DEMANDEUR, DE SON PROJET ET DU CONTEXTE DE LA DEMANDE

L'Aïd-El-Kébir est une fête importante dans la pratique de la religion musulmane.

Un abattoir temporaire permet de disposer pendant deux jours d'un lieu d'abattage de moutons conforme aux règles sanitaires et permet de limiter les abattages clandestins.

L'exploitation d'un abattoir temporaire par M. Christian DU PLESSIS a déjà été autorisée par arrêté préfectoral du 2 octobre 2013 sur le site sollicité et selon les mêmes modalités, à l'occasion de la fête de l'Aïd-El-Kébir.

Lors des fêtes de l'Aïd-El-Adha de 2009, 2010 et 2011, l'abattage des ovins pour la communauté musulmane a été réalisé dans un abattoir temporaire installé sur le territoire de la commune d'ELANCOURT.

Monsieur Christian DU PLESSIS a dans les 4 années précédentes exploité un abattoir temporaire sur la commune de DREUX (28100).

Le projet concerne l'implantation d'un abattoir temporaire d'ovins à TRAPPES, sur le terrain « Dalida » au pied de la Colline de la Revanche.

Les moutons à abattre seront livrés 10 jours avant que ne débute la fête de l'Aïd-El-Kébir.

Sur deux jours, il est prévu l'abattage de 33 tonnes de moutons de moins de 12 mois, soit environ 1200 animaux.

L'exploitant est Monsieur Christian DU PLESSIS dont l'établissement est situé à La Varenne à SAINT BOMER (28330). Cette société emploiera environ 32 personnes sur les 2 jours d'abattage dont 3 sacrificateurs.

II. ETUDE D'IMPACT

II.1 Etat initial

II.1.1 Implantation

Le site choisi est situé sur le territoire de la commune de TRAPPES, dans une zone fortement urbanisée, dans la zone industrielle des Bruyères, au nord ouest du territoire communal et de la ville de TRAPPES, et en limite de la commune d'ELANCOURT.

Le site est d'accès facile. Le pétitionnaire indique que les premières habitations se situent à plus de 360 mètres du site et le terrain est localisé à plus de 100 mètres des différents établissements recevant du public (aire de départ de vol libre, écoles et collèges, stade).

Le site de l'abattoir temporaire est classé en zone UAE1 soit en zone urbaine « à dominante d'activités tertiaires, commerciales et artisanales ».

Il constitue une friche industrielle, sans vocation depuis la destruction du bâtiment d'activité commerciale il y a une dizaine d'années.

Le projet d'abattoir temporaire est compatible avec l'affectation des sols définie par le Plan Local d'Urbanisme de TRAPPES approuvé le 3 mai 2013.

II.1.2 Sol et topographie

Un élément marque fortement le paysage et structure la topographie du lieu : la colline d'Elancourt. La colline d'Elancourt, élément superficiel de la topographie communale, est le point culminant de l'Ile-de-France avec une hauteur de 231 m.

Lors de la dernière manifestation d'octobre 2013, le sol du terrain a fait l'objet d'une mise à niveau avec évacuation des pierres et gravats restants, suivie d'un terrassement destiné à le rendre plan et compact pour l'accueil des structures (bergerie, abattoir). Une dalle de sacrifice et 3 cuves enterrées ont également été installées.

II.1.3 Hydrogéologie et hydrologie

Au droit du projet, le pétitionnaire indique que se trouvent 2 aquifères :

- la nappe « Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix » utilisée pour l'alimentation en eau potable (AEP) et soumise à de fortes pressions. La surface piézométrique de cette nappe s'établit entre 50 mètres à 30 mètres en-dessous du terrain utilisé pour la fête de l'Aïd-El-Kébir,

- la nappe « Albien-néocomien captif », bien protégée des pollutions de surface de par sa profondeur constitue une ressource stratégique de très bonne qualité pour l'AEP.

Par ailleurs, le pétitionnaire précise que selon les données transmises par l'Agence Régionale de Santé, il n'y a pas de captage d'alimentation en eau potable sur la commune de TRAPPES.

Le site est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage rapprochée ou éloignée.

Par ailleurs aucun plan d'eau ou cours d'eau n'est localisé sur le site ou à proximité immédiate des terrains.

II.1.4 SDAGE et SAGE

Le projet d'abattoir provisoire est en accord avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie et avec les objectifs du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Mauldre.

II.1.5 Patrimoine naturel

Le pétitionnaire indique que le site est situé en dehors et à plus de 1,5 km de toute zone de protection réglementaire du patrimoine.

Il précise qu'il existe dans un rayon de 3 km autour du site :

- la zone Natura 2000 : Zone de Protection Spéciale « Etang de Saint Quentin »,
- la zone Natura 2000 : Zone de Protection Spéciale « Massif de Rambouillet et zones humides proches »,
- le Parc Naturel Régional (PNR) de la Haute Vallée de Chevreuse,
- la Réserve Naturelle Nationale (RNN) de l'étang de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Le pétitionnaire indique que le site est situé en dehors et à plus de 1,2 km de toute zone d'inventaire du patrimoine.

Il mentionne l'existence de 3 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et 2 ZNIEFF de type II dans un rayon de 3 km autour du site :

- les ZNIEFF de type I « Etang de Saint Quentin », « Aulnaie du moulin neuf à Frécambeau », « Bassin ouest de la croix Bonnet »,
- les ZNIEFF de type II « Forêt de Bois d'Arcy » et « Vallée du Rhodon ».

Il n'existe par ailleurs aucune Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) dans le secteur.

Par ailleurs, aucune parcelle concernée par le projet n'est boisée. Les terrains sont à distance de toute forêt de protection.

De par l'ancienne activité sur le site, son sol artificialisé et sa localisation au sein d'une zone industrielle, le pétitionnaire indique que le site en projet ne possède pas d'intérêt écologique propre.

II.1.6 Voies de communication

Le pétitionnaire précise qu'aucun chemin ne passe dans l'emprise sollicitée pour le projet.

II.1.7 Réseaux

Une ligne électrique haute tension passe en bordure des terrains et un pylône est présent dans l'emprise du site. Tous les autres réseaux sont localisés en dehors du site.

II.1.8 Patrimoine historique

Le pétitionnaire mentionne que le site d'installation de l'abattoir n'est concerné par aucun périmètre de protection de monuments historiques et se trouve en dehors et à distance de tout site classé ou inscrit.

Avis sur l'état initial :

Par rapport aux enjeux liés au site, le dossier a analysé de manière proportionnée, l'état initial et ses évolutions.

II.2 Evaluation des impacts du projet sur l'environnement

Les principaux enjeux et impacts environnementaux liés à l'activité du site sont décrits dans le dossier « étude d'impact » du pétitionnaire. Outre les points abordés ci-dessus, les impacts repris ci-après sont abordés.

II.2.1. Impact paysager

Les infrastructures installées dans le cadre de la manifestation seront temporaires. Elles auront peu d'impact paysager, le terrain étant situé en pied de colline d'Elancourt, ceinturé de haies sur une majeure partie du périmètre, et caché par des bâtiments à vocation industrielle.

A la fin de la dernière journée d'abattage, l'exploitant s'engage à remettre le site dans son état initial, en évacuant tout le matériel et les équipements de la chaîne d'abattage, en démantelant les infrastructures, en déconnectant les réseaux électriques, en évacuant les déchets vers les filières adéquates et en nettoyant les terrains et la dalle de béton du site.

II.2.2. Impact sur les milieux naturels

Etant donné la distance d'éloignement des zones Natura 2000 et des ZNIEFF, l'absence de connexion directe entre le site et ces zones, l'absence d'intérêt écologique du site, sa localisation au sein d'une zone industrielle et l'aspect local du projet, le projet n'aura pas d'impact, direct ou indirect, sur les zones de protection réglementaire ni sur les zones d'inventaire du patrimoine naturel.

II.2.3. Impact sur l'eau

Captages d'alimentation en eau potable (AEP)

Le pétitionnaire indique qu'il n'existe aucun captage destiné à l'alimentation en eau potable (AEP) recensé sur la commune de Trappes.

Le projet n'aura pas d'impact sur l'alimentation en eau potable.

Alimentation du site en eau

Le site sera raccordé au réseau d'eau potable de la ville de TRAPPES. Des clapets anti-retour seront mis en place afin d'éviter tout risque vis-à-vis de ce réseau.

L'alimentation principale de l'eau potable de la commune de TRAPPES est l'usine d'eau potable de la commune de Flins-Aubergenville.

Deux compteurs d'eau seront installés (eau chaude et eau froide). La consommation d'eau estimée est de 70m³ pour la manifestation et de 30m³ après la manifestation pour nettoyer et remplir à nouveau les cuves afin de les laisser sous pression.

Les eaux pluviales

L'ensemble du dispositif étant recouvert par un barnum, les eaux pluviales n'affecteront pas le dispositif et s'infiltreront naturellement sur la parcelle.

Les eaux usées

Le pétitionnaire a indiqué que :

1. les eaux de lavage de l'abattoir, susceptibles d'être contaminées par du sang, seront recueillies dans une cuve enterrée de 25 000 litres,
2. le sang et les eaux de lavage de la dalle de sacrifice seront recueillies dans une cuve enterrée de 3500 litres puis pompée par la société ATEMAX et évacuées,
3. les eaux usées provenant des vestiaires seront recueillies dans une cuve enterrée de 12 000 litres et évacuées par l'entreprise spécialisée EAV.

Des blocs wc chimiques seront installés pour le personnel et le public.

II.2.4. Impact sur l'air et sur les odeurs

Le pétitionnaire précise que l'émission de polluants atmosphériques et d'odeurs proviendra d'une augmentation sensible du trafic automobile, de l'utilisation d'une chaudière au fuel et de la présence des moutons et des déchets d'abattage.

L'impact sur les nuisances atmosphériques et olfactives est négligeable.

II.2.5. Impact sur le bruit

Les émergences sonores liées aux activités respecteront les niveaux admissibles conformément à l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant indique que les émissions sonores liées au projet résulteront du trafic routier, du fonctionnement de l'abattoir (et notamment du compresseur) et de la présence de 1200 animaux.

Ces émissions seront limitées.

II.2.6. Impact sur la circulation

L'abattoir temporaire sera ouvert au public le jour de la fête de 8h00 à 19h.

Le nombre maximum de véhicules d'usagers attendus est de l'ordre de 1200 sur les 2 jours.

II.2.7. Les déchets

Selon l'exploitant les déchets se répartissent en plusieurs catégories :

- les déchets issus de l'abattage des moutons (peaux, têtes, pattes, boyaux, sang) : 9,2 t environ,
- le sang et les eaux souillées (dalle de sacrifice et abattoir) : 52,8 t environ,
- les eaux usées des vestiaires : 5 t environ,
- la paille souillée : 25 tonnes environ,
- les déchets ménagers et assimilés.

Du fait des mesures prises pour assurer l'étanchéité des sols de l'installation (bergerie et abattoir), la gestion des déchets et effluents (récupération, stockage, évacuation) et le stockage adapté des hydrocarbures (cuve aérienne de fuel à double enveloppe, dans un container fermé), l'impact du projet sur les eaux dans le cadre du fonctionnement normal des installations est nul.

II.2.8. Impact sur la santé

Le pétitionnaire indique que les émissions et la propagation de bruit, de poussières, de gaz et de vibrations seront limitées.

Le pétitionnaire a mentionné que des contrôles sur les animaux seront réalisés par les services vétérinaires *ante* et *post mortem*. La traçabilité des moutons, les mesures d'hygiène des locaux, de l'équipement et du personnel seront assurées.

Le projet n'aura d'impact sanitaire ni sur les populations avoisinantes ni sur les clients.

Avis sur l'évaluation des impacts du projet :

Au vu des enjeux cités, le dossier du pétitionnaire présente une analyse correcte des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales. Ces impacts sont correctement identifiés et traités.

Compte-tenu des activités du site, les enjeux environnementaux principaux sont :

- la prévention des nuisances olfactives,
- la prévention des nuisances auditives,
- la gestion des déchets.

II.3. Mesures d'évitement, de suppression, de réduction, de compensation

II.3.1 Prévention des nuisances olfactives :

- Les moutons seront parqués sous barnum (sol en bitume paillé) et leur litière paillée sera régulièrement renouvelée ;
- La paille souillée sera stockée dans une benne bâchée prévue à cet effet qui sera entreposée au à l'est du terrain. Cette benne sera évacuée à la fin de la manifestation par la société SEPUR, située à PLAISIR (78370);
- Les déchets d'abattage seront stockés via des « goulottes » d'évacuation dans des bacs vidés régulièrement dans une benne bâchée de 20 tonnes et évacuée une fois remplie vers le site d'équarissage de la société ATEMAX. Aucun déchet ne sera en contact avec le sol.

Les peaux seront valorisées par la société CO.VI.CO. Elles subiront au préalable une opération de salage. Les jus de salage iront dans la cuve de récupération des eaux de lavage. Une bâche de protection préviendra toute pollution par le sel.

Du fait du caractère temporaire de l'activité, de la limitation du nombre de véhicules et d'animaux, des vents dominants de secteur ouest et de la localisation des terrains à au moins 360 m des riverains, les nuisances olfactives seront limitées.

Le pétitionnaire précise par ailleurs que lors de la manifestation de 2013, aucune odeur n'a été perçue au-delà d'un périmètre de 2 mètres autour du site et qu'aucune plainte n'a été reçue.

II.3.2. Prévention des nuisances auditives :

Les activités étant situées dans des structures de type algéco et barnum, la propagation dans l'environnement des émissions sonores sera limitée.

Le pétitionnaire rappelle que ces activités seront diurnes et temporaires.

II.2.3. Gestion des déchets et des eaux résiduaires

Le pétitionnaire a indiqué les différents circuits, de stockage et d'évacuation de tous les déchets produits sur le site. Ils seront collectés et éliminés par des sociétés agréées (sociétés SEPUR, AEV, ATEMAX, CO.VI.CO).

Avis sur les mesures d'évitement, de suppression, de réduction, de compensation

Au vu des impacts réels ou potentiels identifiés, l'étude présente les mesures pour supprimer, réduire et compenser si besoin les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement et les effets potentiels du projet.

II.4. Conclusion

Le dossier du pétitionnaire a abordé les différents aspects des impacts environnementaux de façon **proportionnée aux enjeux**.

Les justifications apportées pour le projet sont suffisantes, les objectifs de protection de l'environnement sont développés.

III. ETUDE DE DANGERS

III.1. Identification et caractérisation des potentiels de dangers et de leurs conséquences

III.1.1 Risques naturels

Le pétitionnaire indique que le territoire où se situe l'abattoir n'est pas particulièrement exposé au risque foudre et présente peu de risque de vent violent.

La commune de Trappes n'est pas soumise au risque inondation et n'est pas comprise dans un Plan Particulier des Risques Inondation (PPRI).

De plus, le site n'est pas compris dans le périmètre de risque de mouvement de terrain du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) concernant la commune.

Concernant le risque sismique le pétitionnaire indique que le département des Yvelines est classé en zone 1 (sismicité très faible).

Il n'est donc pas nécessaire de mettre en œuvre des dispositions particulières.

III.1.2 Risques technologiques

Le site est éloigné des autres installations ICPE ainsi que des axes de transport de matières dangereuses. Il n'est pas concerné par le risque industriel.

III.1.3 Dangers liés aux produits présents sur le site

Le pétitionnaire mentionne le risque incendie.

Le déclenchement d'un feu nécessite la présence simultanée d'un matériau combustible, d'un comburant (le plus courant : oxygène de l'air ambiant) et d'une source d'ignition.

Le pétitionnaire a décrit :

les produits combustibles présents sur le site d'abattage et leur localisation :

- bergerie : paille, fumier, céréales en vrac : plastique,
- proximité de la bergerie : stockage de paille,
- abattoir : plastique,
- entrée du site : chaudière et cuve à fuel,
- bureau des vétérinaires : plastique, carton, papier,
- vestiaire du personnel : plastique, carton, papier,
- zone d'accueil : pneumatique, plastique, carton, papier.

Les sources d'ignition pouvant se produire pendant l'abattage ou au moment du déchargement ou du chargement des camions :

- travaux par points chauds, cigarettes, défaut électrique,
- défaut par une pièce mécanique (échauffement),
- impact de la foudre,
- étincelle et/ou apparition de phénomènes d'électricité statique.

III.1.4 Risques de pollution du milieu naturel

Des risques de pollution ont été identifiés par le pétitionnaire.

Ces risques sont liés :

- au déchargement et au chargement des animaux,
- à une fuite d'hydrocarbure survenant sur un véhicule ou sur la cuve de fuel,
- au ruissellement sur les voiries entraînant une pollution des eaux pluviales,
- à un écoulement accidentel de sang ou de viscères provenant de l'abattage,
- au stockage de déchets sur site,
- à la production d'eau d'extinction de l'incendie et au ruissellement possible à l'extérieur du chapiteau,
- un acte de malveillance.

III.1.5 Risques d'accidents corporels

Des risques de coupures et d'écrasement lors du montage et du démontage des infrastructures, de brûlure, de choc ou de chute, de blessures conséquentes à un incendie ou à une explosion, et des risques d'électrocution ont été identifiés par le pétitionnaire.

La circulation de véhicules et de camions (essentiellement pour la vidange des cuves et le ramassage des déchets) sur le site et ses abords peut induire des risques de collision ou de renversement (entre véhicule ou avec un piéton).

Enfin en cas de vent fort, il existe un risque d'envol ou d'affaissement des structures légères de type tente ou barnum.

III.2. Réduction du risque

III.2.1 Risque incendie et d'explosion

La paille sera stockée à plus de 8 m des abris et de sorte que le stock ne soit pas accessible au public.

Une ventilation efficace sera assurée dans la bergerie pour éviter la création d'une atmosphère confinée pouvant être propice à l'inflammation de la paille ou des céréales stockées en vrac.

La cuve de fuel sera disposée à plus de 8 m des installations.

Les installations électriques seront réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur par un organisme agréé. Les éclairages seront protégés afin d'éviter tout risque de court-circuit lié à la condensation engendrée par la chaleur dégagée par les animaux.

Le stationnement des véhicules s'effectuera hors site. Il n'y aura pas de véhicule stationné à moins de 5 m des installations.

La présence d'un pylône électrique haute tension sur le site limitera le risque de foudroiement des locaux.

Concernant le risque de malveillance, le site est entièrement clôturé et avec un portail barreaudé. Des agents de sécurité et des policiers assureront de façon permanente la sécurité du site. Un gardiennage est prévu 24h/24. Les zones de stockage de produits inflammables seront closes et interdites au public (zone de stockage de la paille clôturée, cuve de fuel dans un container fermé). Deux agents de sécurité incendie seront présents sur le site.

Le site sera équipé de moyens adaptés et sera accessible aux services de secours :

- 14 extincteurs à eau pulvérisée ou à CO₂ à l'intérieur et aux abords du site,
- une bouche incendie qui est localisée à moins de 100 m des locaux.

Au minimum 2 issues de secours seront prévues.

III.2.2 Risque de pollution du milieu naturel

Le stationnement des véhicules s'effectuera hors site. La zone de parking des visiteurs est minéralisée et sera bâchée.

La cuve de stockage de fuel aérienne utilisée pour la chaudière sera à double paroi, ce qui limitera les risques de fuite. Elle sera localisée dans un container fermé.

Le revêtement minéralisé et étanche du sol sera maintenu propre en permanence afin d'éviter tout risque de pollution des eaux de pluie.

Le sang de la dalle de sacrifice sera collecté à part, au niveau d'une cuve enterrée dédiée.

Une inclinaison suffisante du sol de l'abattoir permettra la récupération des eaux de lavage et des matières répandues accidentellement vers une cuve enterrée.

Les eaux usées des vestiaires seront également collectées dans une cuve enterrée.

Les matériels à risques spécifiques seront évacués au fur et à mesure sur la chaîne d'abattage par des trappes afin de limiter les écoulements.

Les sous-produits animaux et les déchets produits par l'installation seront stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (bennes et bacs étanches et bâchés) et seront régulièrement évacués par des entreprises agréées vers des installations habilitées à les recevoir. Les dimensions ainsi que la fréquence de vidange des cuves de stockage enterrées (2 fois par jour) sont adaptées aux besoins de l'installation.

Des mesures seront prises afin de limiter l'abandon de déchets organiques de la part des clients (produits dans des sacs plastiques alimentaires, consignes, poubelles à disposition).

Le personnel interviendra immédiatement en cas de pollution accidentelle, en confinant la zone de pollution et en alertant les autorités.

III.2.3 Risque d'accidents corporels

Le personnel intervenant pour le montage et le démontage des infrastructures sera formé aux différentes tâches et à la conduite des engins et portera les équipements de protection individuelle adéquats.

Concernant les risques liés au trafic, la vitesse de circulation des véhicules et camions sur le site et ses abords sera strictement limitée. Un plan de circulation sera mis en place afin de réguler le trafic. Des policiers et agents de sécurité veilleront au respect des consignes de circulation, à la sécurité des piétons et à la gestion des flux. Par ailleurs, l'accès du public à la zone abattoir sera interdit (présence d'agents de sécurité et de barrières).

Enfin, concernant les risques liés aux événements climatiques, une veille météorologique sera assurée par l'exploitant. En cas de rafales de vent de plus de 90km/h, le personnel et le public seront évacués et les locaux mis en sécurité. Lors de la mise en place des installations, un bureau de contrôle procédera à la vérification de leur stabilité (structure et montage).

IV. CONCLUSION

Le dossier a abordé les différents aspects liés aux dangers potentiels de façon proportionnée.

L'étude de dangers réalisée est conforme à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. Elle montre que les niveaux de risques engendrés par les activités projetées restent acceptables.

Au vu de l'analyse menée par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations temporaires d'abattage de moutons (rubrique n°2210), au vu de l'avis favorable de l'Agence Régionale de Santé du 19 juin 2014, l'autorité environnementale considère que :

- l'examen des effets du projet sur l'environnement (étude d'impact et étude de dangers),
- la définition des mesures visant à supprimer, réduire et compenser si besoin les incidences du projet sur l'environnement,

sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par celui-ci.

Pour le Préfet de la région Île-de-France et par délégation,
pour le directeur régional et interdépartemental
de l'environnement et de l'énergie empêché,
le Chef de l'unité territoriale des Yvelines


Henri KALTÉMBACHER